

## Bercy découvre que les entreprises françaises sont menacées par « des casseurs » venus de la finance anglo-saxonne



Les fonds alternatifs attaquent le capitalisme français, comme les groupes de casseurs extrémistes s'attaquent à la démocratie.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Bercy commence à prendre très au sérieux l'arrivée des fonds alternatifs aux portes des assemblées générales d'actionnaires. Mais pour l'instant, Bercy a trop peu de moyens et d'imagination pour prêter main forte aux entreprises attaquées. Bercy va donc se concentrer sur la protection des groupes et les entreprises stratégiques où l'Etat possède des participations importantes.

Ces fonds alternatifs sont devenus en quelques années la hantise des présidents des grandes entreprises françaises. Ce sont des organisations financières, des groupes de financiers ou des fonds d'investissements qui prennent des participations minoritaires dans des sociétés cotées. Dans la majorité des cas, ils arrivent et expliquent que ces entreprises sont mal gérées, **ils relèvent quelques carences, quelques erreurs et lancent une véritable campagne auprès des autres actionnaires pour les convaincre de jouer avec eux.**

Leur objectif est de déstabiliser l'entreprise, de lui faire changer tout ou partie du management, de l'inciter à vendre des actifs. **L'ambition est de créer un climat spéculatif de façon à dégager des plus values à très court terme, de prendre l'argent et d'aller chasser ailleurs.**

Ces fonds sont particulièrement actifs en France parce que les entreprises sont souvent fragiles avec un capital mal verrouillé, faute de moyens.

Selon la banque Lazard, les campagnes de déstabilisation sur les sociétés européennes ont doublé en 5 ans et les françaises sont des cœurs de cible parce qu'elles apparaissent comme les plus vulnérables. Les sociétés allemandes, par exemple, sont plus résistantes.

Mais si les attaques de fonds activistes sont plus nombreuses, **c'est aussi parce ces fonds ont plus de moyens. Ils utilisent une partie de l'argent déversé par les banques centrales pour amortir les effets de la crise et depuis deux ans, et les grands fonds américains récupèrent en plus une grande partie des capitaux libérés par le choc fiscal décidé par Donald Trump.**

L'argent disponible ne va pas forcément et totalement dans l'économie réelle, il s'investit sur les marchés financiers, il renforce les hedge funds et finance les raids sur les entreprises européennes.

**En fait, ces fonds activistes travaillent avec les entreprises françaises, un peu comme les casseurs avec les gilets jaunes.** Le fond activiste le plus inquiétant dans le monde est américain. Elliot Management - c'est son nom - s'est fait connaître en travaillant sur les dettes de pays en faillite, au Pérou en 1996, au Congo ou en Argentine très récemment. Mais depuis quelques années, il chasse les grandes entreprises européennes. **Dernière cible en date, le groupe Pernod Ricard. Son objectif était d'obliger le**

---

**groupe à se vendre pour dégager des plus-values.** Elliot a réussi à acquérir jusqu'à 3% du capital, ce qui lui donne les moyens de demander un ou deux postes d'administrateurs et surtout de négocier avec la présidence des changements stratégiques.

Cela dit, ne rêvons pas, la motivation est toujours la même, il s'agit de maximiser le rendement en faisant miroiter aux actionnaires un changement notoire. **Paul Singer, le milliardaire américain qui possède et dirige Elliot, n'est pas le seul « vautour » qui tourne au dessus du capitalisme européen à la recherche d'une proie.**

On a vu arriver des fonds britanniques comme **Amber capital ou TCI qui ont attaqué, non seulement Pernod Ricard, mais qui ont aussi lancé des raids sur Safran en 2017, en faisant capoter l'opération avec Zodiac, sur Suez-Engie où le changement de management a été l'un des effets, sur la Scor, un grand de l'assurance mondiale et de la réassurance où l'objectif était de pousser dehors Denis Kessler, l'artisan du redressement et du succès mondial de cette entreprise française, sur Latécoère, également très fragile jusqu'à l'année dernière.**

Danone, le groupe mondial d'agroalimentaire, est chaque année l'objet de tentatives de déstabilisation au niveau de son capital.

L'arrivée de ces fonds activistes peut, à un moment donné, mettre le doigt sur une faiblesse de l'entreprise, mais la plupart du temps, leur arrivée vise simplement à déstabiliser l'entreprise pour en tirer un profit immédiat. Ce type d'action est donc très souvent préjudiciable. L'entreprise a besoin de stabilité où les fonds vautours perturbent beaucoup les actionnaires et les salariés.

Maintenant, quoi faire pour se protéger devant ce qu'il faut bien appeler des casseurs qui cherchent à piller l'entreprise ?

**Le seul moyen serait évidemment de verrouiller le capital de ces grandes entreprises, soit par un noyau dur d'actionnaires, soit un pacte, soit une famille ...** Mais dans tous les cas, il faudrait pouvoir contrôler le capital **Les entreprises allemandes sont mieux protégées parce qu'il existe un capitalisme allemand.**

Le capitalisme français a peu de capitaux. Les grandes entreprises ont été obligées d'aller chercher des capitaux à l'étranger. Si elles s'accordent assez bien avec des fonds d'investissement, ou des fonds de pensions, parce qu'elles y retrouvent une préoccupation de long terme, elles sont assez désemparées face à des fonds alternatifs qui peuvent coaguler, autour de leur objectif, des actionnaires individuels.

**La seule solution serait évidemment un système financier et fiscal qui oriente l'épargne française vers les entreprises** mais on en est loin. **Pour que l'épargne des Français se dirige vers les grandes entreprises, il faudrait d'abord que l'Etat français soit moins gourmand en capitaux et pour cela, il faudrait qu'il baisse son déficit public qui absorbe l'essentiel de l'épargne.**

BPI France a envisagé d'organiser la résistance aux fonds activistes, mais pour repousser cette marée qui se prépare, il lui fallait 3 milliards d'euros. A Bercy, on a considéré que le budget ne permettait pas de dégager une rallonge aussi importante à l'adresse de BPI France.

Alors Bercy va quand même se tenir prêt à intervenir pour les seules entreprises publiques et stratégiques même si les fonds activistes sont assez peu impressionnés par des administrations ou des ministres, surtout quand ils appartiennent à des pays très endettés.

**Les entreprises cotées vont devoir se débrouiller seules, mais ça va être compliqué.** C'est la raison pour laquelle beaucoup n'hésitent plus à accueillir des fonds souverains en provenance des pays du Golfe ou de la Chine, mais si ces actionnaires-là posent d'autres problèmes.

Les patrons d'entreprises essaient de s'équiper en matière de sécurité économique ou de contre espionnage, pour parer à toute tentative d'attaque ou d'espionnage et les grosses entreprises comme Renault, Danone, Michelin reconnaissent qu'il existe en France d'excellents experts et spécialistes regroupés dans quelques agences qui ont désormais une notoriété et une crédibilité internationale.